

Sommaire

+ Ce signe indique un article publié dans le supplément électronique de la revue disponible sur

Concurrences +

www.concurrences.com

Accessible sur abonnement

Ce numéro 2-2022 couvre l'actualité européenne et française de droit de la concurrence pour le 1^{er} trimestre 2022.

La revue peut être citée sous la forme: "Concurrences, N°2-2022, p. 1".

Forewords

- 2 **Reflections on Regulation 1/2003, declarations of inapplicability and informal guidance**
Richard Whish
- + **Est-il temps pour les autorités de concurrence de moderniser la vision du consommateur?**
François Lévêque

Interviews

- 14 **Wouter Wils** (European Commission):
Looking back at his experience as Hearing Officer for competition proceedings
- + **Andreas Heinemann** (Swiss Competition Commission): **Keeping competition policy up-to-date**

Dossier

- 24 **Emmanuel Macron, Ministre et Président, un bilan concurrentiel plutôt positif**
Martine Behar-Touchais e. a.

Law & Economics

- 58 **When rivals team up in procurement: Does it distort competition?**
Jan Bouckaert, Geert Van Moer
- + **The economics of dual pricing in vertical agreements**
Jeanine Miklós-Thal, Greg Shaffer
- + **Defining relevant markets in the pharmaceutical industry**
Georges Siotis

Articles

- 70 **The first New Brandeisian decision in Europe? Insights from the Utah Statement**
Simonetta Vezzoso

- + **La métamorphose d'un droit**
Marc van der Woude
- + **Procedural rights and obligations of third parties in antitrust investigations and proceedings by the European Commission**
Wouter Wils

Conférence

- + **Aides d'État à l'heure de la Covid (Séminaire Nasse – Paris, 18 février 2022)**
Jérôme Philippe, Marc Isabelle

Chroniques

1 Général

84

Marchés numériques – Internet des objets – Enquête sectorielle

La Commission européenne publie son rapport final de l'enquête sectorielle sur l'Internet des objets pour les consommateurs, lequel met en lumière diverses problématiques de concurrence, dont plusieurs illustrent des questions traitées dans le cadre du Digital Markets Act (20 janv. 2022, rapport final de l'enquête sectorielle sur l'Internet des objets pour les consommateurs)

85

Marchés numériques – Digital Markets Act (DMA) – Accord politique

Le Parlement européen et le Conseil européen parviennent à un accord politique sur le projet de règlement sur les marchés numériques, ouvrant la voie à une adoption prochaine (25 mars 2022, Accord politique provisoire sur le DMA)

2 Ententes

86

Accords de recherche et de développement – Règlement d'exemption par catégorie – Révision

La Commission européenne approuve le contenu de son projet révisé de règlement d'exemption par catégorie relatif aux accords de recherche et développement (1^{er} mars 2022, Projet de règlement d'exemption par catégorie révisé relatif aux accords de recherche et développement)

Accords de spécialisation – Règlement d'exemption – Projet

La Commission européenne approuve le contenu de son projet révisé de règlement d'exemption par catégorie relatif aux accords de spécialisation (1^{er} mars 2022, *Projet de règlement d'exemption par catégorie révisé relatif aux accords de spécialisation*)

89

Lignes directrices horizontales – Projet – Appel à commentaires

La Commission européenne publie son projet de lignes directrices révisées relatives aux accords horizontaux et le soumet à commentaires (1^{er} mars 2022, *Projet de lignes directrices horizontales révisées*)

90

Cartel des camions – Infraction unique – Échanges d'informations

Le Tribunal de l'Union européenne rejette le recours intenté par le constructeur de camions qui, ayant refusé de transiger, s'était vu lourdement sanctionné par la Commission européenne et en profite pour rappeler sa jurisprudence constante en matière d'infraction unique et d'échanges d'informations dotés d'un objet anticoncurrentiel (2 févr. 2022, *Scania e.a.*)

92

Ententes verticales – Distribution en ligne – Principe de confiance légitime

La Cour de cassation rejette le pourvoi intenté par un fabricant de matériel de motoculture condamné pour avoir indirectement interdit à ses distributeurs de vendre ses produits en ligne, estimant qu'à supposer que des conseils individualisés fussent être délivrés aux utilisateurs pour garantir leur sécurité, ils pouvaient l'être en ligne (26 janv. 2022, *Sthil*)

93

Exclusivité d'importation – Outremer (Loi Lurel) – Notion d'accord

La Cour de cassation confirme que des exclusivités d'importation constituent des accords et non des situations de fait résultant de la structure du marché (26 janv. 2022, *ADLP*)

93

Décision d'association d'entreprises – Huissiers de justice

L'Autorité de la concurrence sanctionne deux groupements d'huissiers de justice à Paris et en Seine-Saint-Denis, de même que certains de leurs membres, pour des conditions d'adhésion non objectives, non transparentes et discriminatoires (13 janv. 2022, *déc. n° 22-D-01*)

95

Appels d'offres – Groupement – Transaction

L'Autorité de la concurrence sanctionne une société d'ambulances qui avait refusé une transaction proposée par la DGCCRF, pour la participation à un groupement dont le seul but était de coordonner des réponses à des appels d'offres (2 févr. 2022, *déc. n° 22-D-04*)

96

Distribution en ligne – Contenus audiovisuel – Délimitation du marché pertinent – Rejet de plainte

L'Autorité de la concurrence rejette une

plainte pour défaut d'éléments suffisamment probants, reprochant aux saisissantes de ne pas avoir fourni d'analyse de marché permettant de délimiter celui-ci et de calculer les parts de marché des entreprises en cause (23 févr. 2022, *déc. n° 22-D-07*)

96

Entente horizontale – Marchés publics – Collecte et gestion de déchets

L'Autorité de la concurrence sanctionne des sociétés pour avoir faussé la concurrence en déposant des offres de couverture dans le cadre de la passation de marchés publics au bénéfice des unes et des autres (3 mars 2022, *déc. n° 22-D-08*)

97

Agriculture – Changement climatique – Assurances multirisques climatiques – Coopération horizontale

L'Autorité de la concurrence rend un avis réservé sur des dispositifs de coopération horizontale entre assurances en matière d'assurances multirisques climatiques (3 mars 2022, *avis 21-A-16*)

3 Pratiques unilatérales

100

Abus d'éviction – Rabais de fidélité – Test du concurrent aussi efficace

Le Tribunal de l'Union européenne annule la décision de la Commission européenne de mai 2009 sur le caractère anticoncurrentiel de rabais de fidélité dans le domaine des microprocesseurs sur la base d'erreurs dans la démonstration de la capacité de ces derniers à produire un effet d'éviction anticoncurrentiel (26 janv. 2022, *Intel*)

105

Gaz – Engagements – Contrôle juridictionnel

Le Tribunal de l'Union européenne rejette un recours contre une décision de la Commission européenne rendant obligatoires des engagements proposés par un exportateur russe de gaz naturel (2 févr. 2022, *Polskie Górnictwo Naftowe i Gazownictwo*)

108

Énergie – Théorie des infrastructures essentielles – Mesures conservatoires

L'Autorité de la concurrence rejette une demande de mesures conservatoires dans le secteur de l'électricité (18 janv. 2022, *déc. n° 22-D-03*)

111

Monopole de fait – Vente liée

L'Autorité de la concurrence sanctionne une entreprise bénéficiant d'un monopole de fait pour une pratique de vente liée (15 févr. 2022, *déc. n° 22-D-05*)

112

Énergie – Infrastructures essentielles – Non-contestation des griefs

L'Autorité de la concurrence sanctionne l'opérateur historique pour abus de position dominante dans le secteur de l'énergie, mais réduit considérablement l'amende à la suite d'une procédure de non-contestation des griefs assortie d'engagements (22 févr. 2022, *déc. n° 22-D-06*)

4 Distribution

115

Agence commerciale – Faute grave

La Cour d'appel de Bourges considère que le mandant ne peut se prévaloir, postérieurement à la notification de rupture du contrat, d'une faute grave même commise antérieurement pour échapper au paiement de l'indemnité de cessation (27 janv. 2022, *Maisto Firtion Marie-Ameliarg*)

117

Distribution sélective – Refus de sélection

La Cour de cassation décide que ni le droit européen, ni le droit national de la concurrence ne prohibent le seul refus, par l'opérateur à la tête d'un réseau de distribution sélective qualitative, d'agréer des distributeurs qui remplissent les critères de sélection, seule une mise en œuvre discriminatoire de ces derniers ayant pour objet ou pour effet de fausser la concurrence ou un refus ayant le même objet ou effet étant prohibés par les articles 101 §1 du TFUE et L. 420-1 C. com. (16 févr. 2022, *Garage de Bretagne c/ Mercedes-Benz France ; Hyundai motor France ; Safirauto e.a. c/ Hyundai motor France*)

118

Distribution sélective – Revente hors réseau

La Cour d'appel de Paris condamne un distributeur pour des actes de revente hors réseau et refuse d'imputer au constructeur le défaut d'étanchéité de son réseau (12 janv. 2022, *Michel Glinche c/ Automobile Peugeot*)

120

Distribution sélective – Refus d'agrément – Notion d'accord – Acte unilatéral

La Cour d'appel de Paris revient à sa position initiale et envisage le refus d'agrément comme un accord relevant du droit des ententes et non comme un acte unilatéral (16 févr. 2022, *Verhoeven c/ RLG Europe BV*)

123

Franchise – Information précontractuelle – Comptes prévisionnels

La Cour d'appel de Paris revient sur l'obligation précontractuelle d'information du franchiseur et spécialement sur la remise par ce dernier d'un compte d'exploitation prévisionnel (12 janv. 2022, *All Frames c/ Multivision Franchise*)

5 Pratiques commerciales déloyales

126

Article 1171 C. civ. – Articulation entre le Code civil et le Code de commerce

La Cour de cassation juge pour la première fois que l'article 1171 C. civ. s'applique aux contrats conclus entre professionnels, pourvu que ceux-ci ne relèvent pas des dispositions spéciales de l'article L. 442-1 C. com. (26 janv. 2022, *Locam c/ Greenday*)

128

Opacité du prix – Fixation unilatérale – Préjudice – Perte de chances

La Cour de cassation décide qu'un mode d'attribution et de facturation de l'espace publicitaire prévu par des conditions

générales de ventes opaque imposé à un acheteur peut contrevvenir à la règle sur le déséquilibre significatif du Code de commerce et engager la responsabilité civile d'une régie publicitaire (26 janv. 2022, *Pixtel c/ TF1 Publicité*)

129

Contrat de franchise – Clause déséquilibrée – Action du ministre

La Cour d'appel de Paris décide de censurer trois clauses d'un contrat de franchise dans le secteur de la restauration rapide au titre du déséquilibre significatif et condamne le franchiseur à une amende civile de 500 000 € (5 janv. 2022, *Ministre de l'Economie c/ Dominos Pizza et Pizza Sprint*)

130

Plateforme – Clauses asymétriques – Cessation – Amende civile

Le Tribunal de commerce de Paris juge que sept clauses du contrat liant un acteur majeur du développement et de la distribution d'applications aux développeurs d'application pour la distribution sur sa plateforme d'applications constituent un déséquilibre significatif et enjoint à cette entreprise de modifier ces clauses avec une amende de 2 millions d'euros (28 mars 2022, *Ministre de l'Economie c/ Google*)

134

Relation commerciale établie – Rupture – Faute – Préavis

La Cour de cassation procède à quelques rappels en matière de rupture brutale des relations commerciales établies (16 févr. 2022, *Société d'exploitation des établissements Roques et Société E. O. c/ Groupement forestier de la compagnie des Landes, société forestière de la Caisse des Dépôts et consignations*)

135

Exécution du préavis

La Cour d'appel de Paris admet que l'auteur d'une rupture de relations commerciales établies puisse faire exécuter le préavis à octroyer à son partenaire par un tiers (23 févr. 2022, *ISS Facility Services – G2M*)

136

Plateforme – Absence de préavis – Justification – Abus de position dominante

La Cour d'appel de Paris décide, en dépit de l'ancienneté des relations commerciales et de la position dominante détenue par l'entreprise proposant le principal service de moteur de recherche, que la rupture avec quatre jours de préavis, fondée sur une clause contractuelle n'est pas fautive (11 mars 2022, *Google c/ Ulysse*)

137

Clause de non-concurrence – Cession de fonds de commerce – Garantie d'éviction

La Cour de cassation souligne la complémentarité des différentes obligations de non-concurrence dans le cadre d'une cession de fonds de commerce (26 janv. 2022, *M. [W] [R] et Ekip c/ Et toque ! e.a.*)

138

Clause de non-concurrence – Franchise – Disproportion

La Cour de cassation confirme le caractère disproportionné de la clause de non-concurrence (16 févr. 2022, *Sud-Ouest campus c/ Educinvest, (Y) Daude, Mme (Z) (V), Société MJA*)

6 Concentrations

141

Notion – Interdiction annulée – Action en responsabilité non-contractuelle :

Le Tribunal de l'Union européenne rejette les recours indemnitaires introduits par deux entreprises pour la réparation des préjudices prétendument subis du fait de l'illégalité d'une décision d'interdiction d'une opération de concentration (23 févr. 2022, *United Parcel Services ; ASL Aviation et ASL Airlines - Ireland*)

143

Contrôle exclusif – Appels d'offres – Changement de contrôle – Engagements

La Commission européenne autorise l'opération de concentration de deux acteurs français historiques de l'eau et des déchets sous réserve du respect d'engagements (14 déc. 2021, *Veolia/Suez*)

144

Contrôle européen – Contrôles nationaux des investissements directs étrangers

La Commission européenne réaffirme sa compétence exclusive pour examiner les concentrations de dimension européenne et ordonne à la Hongrie de retirer son veto à une opération de concentration (21 févr. 2022)

146

Pré-notification – Excès de pouvoir – QPC

Le Conseil d'État refuse de renvoyer une question prioritaire de constitutionnalité dirigée contre les dispositions des articles L. 450-8 et L. 464-2, V, C. com. jugeant que la décision d'ouvrir une phase de pré-notification d'une opération de concentration revêt un caractère purement préparatoire et se trouve par suite insusceptible de recours pour excès de pouvoir (1^{er} mars 2022, *Free et Iliad*)

149

Opérations successives – Passage d'un contrôle exclusif à un contrôle conjoint

L'Autorité de la concurrence étudie la prise de contrôle conjoint de 95 magasins de jouets après avoir autorisé la prise de contrôle exclusif sur ces 95 magasins en août 2021 et conclut à l'absence de nouveaux problèmes de concurrence (15 nov. 2021, *déc. 21-DCC-210*)

7 Aides d'État

153

Encadrement temporaire de crise

La Commission européenne adopte un nouvel Encadrement temporaire pour soutenir l'économie dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie (24 mars 2022)

155

Personne directement et individuellement concernée – Atteinte substantielle

La Cour de justice de l'Union européenne juge que le rapport de concurrence à lui seul ne suffit pas à établir qu'une entreprise est effectivement individuellement concernée par la décision contestée ni qu'elle subit une atteinte substantielle lui ouvrant une voie de recours (20 janv. 2022, *Deutsche Lufthansa*)

156

Commission – Compétence – Traités bilatéraux d'investissement – Arbitrage

La Cour de justice de l'Union européenne juge que la Commission européenne est compétente pour examiner, à l'aune des règles en matière d'aides d'État, l'indemnisation versée par la Roumanie à des investisseurs suédois en exécution d'une sentence arbitrale postérieure à l'adhésion de cet État membre (25 janv. 2022, *European Food e.a.*)

160

Réseaux de transport d'électricité – Accès garanti – Notion d'aide d'État

La Cour de justice de l'Union européenne juge que des mesures étatiques garantissant un appel prioritaire par le gestionnaire étatique du réseau, de l'électricité produite par certains producteurs d'électricité, un accès aux réseaux de transport et une obligation de fourniture de services auxiliaires au gestionnaire de réseau, qui résulte en des prix dépassant ceux du marché, est susceptible d'être qualifiée d'aide d'État et d'aide nouvelle qui doit être notifiée préalablement à la Commission européenne (27 janv. 2022, *Fondul Proprietatea c/ Gouvernement de Roumanie e.a.*)

162

Fonds structurels – Entreprises en difficulté – Preuve

La Cour de justice de l'Union européenne précise la notion d'entreprise en difficulté au sens du règlement d'exemption par catégorie en tenant compte notamment de sa finalité (27 janv. 2022, *SIA Zinātnes parks*)

164

Aquaculture – Dommages – Avantage

La Cour de justice de l'Union européenne rappelle qu'une mesure étatique visant à compenser la restriction d'usage d'un bien immobilier imposée par l'État demeure un avantage susceptible de constituer une aide d'État (27 janv. 2022, *Satini-S SIA*)

164

Procédure formelle d'examen – Formalité substantielle – Violation

La Cour de justice de l'Union européenne confirme que le non-respect par la Commission européenne de son obligation de mentionner explicitement et clairement dans la décision d'ouverture de la procédure formelle tout élément pertinent de fait et de droit constitue une violation du droit des parties intéressées d'être associées à la procédure administrative, qui constitue une formalité substantielle (10 mars 2022, *Freistaat Bayern e.a.*)

167

Aide fiscale – Droits d'entrée – Réouverture de la procédure formelle d'examen

Le Tribunal de l'Union européenne confirme que la Commission européenne pouvait, à la suite d'un arrêt d'annulation, conclure qu'un prélèvement fiscal différencié sur l'entrée dans les casinos ne constituait pas un avantage, sans rouvrir la procédure formelle d'examen (19 janv. 2022, *Koinopraxia Touristiki Loutrakiou*)

Protection de la faune – Aide nouvelle

Le Conseil d'État refuse de contrôler la compatibilité d'un régime d'indemnisation des dommages causés aux troupeaux domestiques par le loup, l'ours et le lynx autorisé par la Commission européenne (11 mars 2022, *Association Ferus - Ours, Loup, Lynx e.a.*)

8 Procédures

171

Amende – Annulation ou réduction – Versement des intérêts moratoires

Le Tribunal de l'Union européenne exige de la Commission européenne le versement d'intérêts moratoires à la suite de la réduction par le juge de l'Union du montant d'une amende (19 janv. 2022, *Deutsche Telekom*)

172

Entente – Procédures “hybride” – Présomption d'innocence – Droit de la défense

Le Tribunal de l'Union européenne exclut que l'issue d'une procédure de transaction puisse, en elle-même, préjuger de la position de la Commission européenne lors d'une procédure administrative ordinaire relative aux mêmes faits (2 févr. 2022, *Scania e.a.*)

173

Plainte – Exception de l'action étatique – Rejet – Annulation

Le Tribunal de l'Union européenne annule la décision de la Commission européenne rejetant une plainte pour ne pas avoir permis au plaignant de formuler des observations sur l'un des motifs de rejet de sa plainte (2 févr. 2022, *Polskie Górnictwo Naftowe i Gazownictwo*)

174

Plainte – Droits de la défense – État de droit – Motivation

Le Tribunal de l'Union européenne annule la décision de rejet de plainte de la Commission européenne en faveur d'une autorité nationale de concurrence pour ne pas avoir examiné concrètement et précisément des indices de l'atteinte alléguée aux exigences de l'État de droit (9 févr. 2022, *Sped-Pro*)

175

Sanction – Droits de la défense – Compétence – Communication

La Cour de cassation renvoie au Tribunal des conflits le soin de déterminer l'ordre juridictionnel compétent pour connaître d'un recours contre la communication de l'Autorité de la concurrence sur une décision de sanction (5 janv. 2022, *Roche*)

177

OVS

La Cour de cassation confirme la régularité de plusieurs ordonnances autorisant des opérations de visites et saisies dans les secteurs du recyclage et de l'équarrissage (12 janv. 2022, n° 20-80.440 ; 4 janv. 2022, n° 20-83.817 ; 4 janv. 2022, n° 20-83.815 ; 4 janv. 2022, n° 20-83.813)

178

OVS – Correspondance Avocat-Client

La Cour de cassation confirme l'ordonnance du premier président de la Cour d'appel

de Paris considérant que les échanges internes à une entreprise reprenant la substance de consultations d'avocats stratégiques sont couverts par le principe du secret des correspondances avocat-client (26 janv. 2022, *Whirlpool*)

181

Respect des engagements

L'Autorité de la concurrence rejette une saisine portant sur un non-respect d'engagements (10 mars 2022, déc.n° 22-D-09)

9 Régulations

182

Généralités – Marché de l'art

Le législateur français modernise la régulation du marché de l'art (28 févr. 2022, *Loi n° 2022-267*)

182

Généralités – Ne bis in idem – Règlementation sectorielle

La Cour de justice de l'Union européenne précise sa jurisprudence sur le principe ne bis in idem au regard de l'articulation entre réglementation sectorielle et droit de la concurrence et au regard de l'utilisation dans deux États membres des mêmes faits (22 mars 2022, *bpost ; Nordzucker e.a.*)

184

Communications électroniques – Partage de réseaux mobiles

Le Conseil d'État rejette le recours formé contre la décision de l'Autorité de régulation des communications électroniques de ne pas soulever d'objections concernant la prolongation d'un contrat de partage de réseaux (17 déc. 2021, *Bouygues Télécom et SFR*)

184

Numérique – Transition environnementale

Le législateur français adopte la loi dite «Collecte» visant à renforcer la régulation environnementale du numérique dans le contexte de la publication d'une étude conjointe réalisée par l'Agence de la transition écologique et l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse et de la version initiale du premier rapport de l'Organe des régulateurs européens des communications électroniques sur l'emprunte environnementale du numérique (23 décembre 2021, *Loi n° 2021-1755*)

187

Énergie – Gaz – Transport – Accès au Réseau

La Cour de justice de l'Union européenne précise l'accès au réseau de transport et de distribution du gaz (24 févr. 2022, *Latvijas Gāze*)

189

Énergie – Gaz – Capacités – Répartition des compétences

Le Tribunal de l'Union européenne annule la décision de la Commission des recours de l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie concernant le projet d'augmentation des capacités supplémentaires de gaz au

point d'interconnexion entre la Hongrie et l'Autriche (16 mars 2022, *MEKH et FGSZ c/ Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie*)

191

Énergie – Surveillance des marchés – REMIT

Le Conseil d'État vient compléter sa jurisprudence en matière de sanction des manipulations de marché dans le secteur de l'énergie (2 févr. 2022, *BP Gas Marketing*)

192

Énergie – Électricité – CSPE – Garanties d'origine

Le Conseil d'État exclut le remboursement de la contribution au service public de l'électricité malgré l'acquisition de garanties d'origine pour une quantité équivalente d'électricité (2 mars 2022, *Bellevue Distribution*)

194

Audiovisuel – ARCOM – Communication au public par voie électronique

L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique saisit le tribunal judiciaire de Paris afin d'ordonner aux fournisseurs d'accès à internet de bloquer l'accès à plusieurs sites pornographiques à la suite d'une mise en demeure demeurée infructueuse adressée à ces derniers par le Conseil supérieur de l'audiovisuel le 13 décembre 2021 afin qu'ils prennent toute mesure de nature à empêcher l'accès des mineurs au contenu incriminé (8 mars 2022)

196

Transports – Activités ferroviaires – Réseau – Contrat de performance – Avis

L'Autorité de régulation des transports critique le Contrat de performance entre l'État et le gestionnaire de l'infrastructure (8 févr. 2022, *avis n° 2022-009*)

198

Transports – Activités ferroviaires – Document de référence du réseau ferré national – Avis

L'Autorité de régulation des transports formule 21 recommandations pour améliorer les conditions opérationnelles d'accès au réseau (10 févr. 2022, *avis n° 2022-011*)

199

Données personnelles – CNIL – Directive e-privacy – Cookies – Procédure de sanction

Le Conseil d'État confirme la sanction prononcée par la Commission nationale de l'informatique et des libertés à l'encontre d'un célèbre moteur de recherche, notamment pour avoir déposé des cookies publicitaires sur les ordinateurs d'utilisateurs sans consentement préalable ni information satisfaisante (28 janv. 2022, *Google LLC et Google Ireland*)

201

Jeux d'argent et de hasard – Publicité – Recommandations – Lignes directrices

L'Autorité nationale des jeux adopte des lignes directrices et des recommandations relatives aux communications commerciales des opérateurs de jeux d'argent et de hasard et sanctionne la stratégie promotionnelle d'une société (17 févr. 2022, *Communication n° 2022-c-001*)

10 Actions publiques

205

Directive "services" – Tarifs – Invocabilité

La Cour de justice de l'Union européenne précise les conditions d'invocabilité de la directive "services" dans un litige horizontal dans lequel sont en cause des montants minimaux d'honoraires pour les prestations des architectes et des ingénieurs (18 janv. 2022, *Thelen Technopark Berlin*)

206

Prix du livre – Ventes en ligne – Plateformes électroniques

Le législateur français adapte la loi sur le prix unique du livre à l'économie numérique en vue de rééquilibrer la concurrence entre les grandes plateformes et les petites librairies indépendantes (30 déc. 2021, *Loi n° 2021-1901*)

208

Aides publiques locales – Aides à la culture – Librairies – Cinémas

Le législateur français étend la compétence des collectivités territoriales en matière d'aides à la culture (21 févr. 2022, *Loi n° 2022-217*)

209

Profession réglementée – Ventes aux enchères – Sanctions disciplinaires

Le législateur français instaure une nouvelle autorité de régulation du secteur des ventes volontaires aux enchères publiques dotée de pouvoirs renforcés (28 févr. 2022, *Loi n° 2022-267*)

211

Environnement – Principe d'égalité – Incitation au recours aux biocarburants

Le Conseil constitutionnel juge qu'une disposition fiscale instituant une différence de traitement entre deux entreprises selon les biocarburants utilisés était conforme au principe d'égalité (19 nov. 2021, *déc. n° 2021-946*)

213

Obligation de stockage des déchets – Liberté contractuelle

Le Conseil constitutionnel estime conforme à la Constitution une disposition imposant à certaines entreprises une obligation de stockage des déchets à prix déterminé (11 févr. 2022, *déc. n° 2021-968*)

215

Responsabilité élargie du producteur – Éco-organisme – Liberté d'entreprendre

Le Conseil d'État juge que la possibilité donnée aux collectivités de confier à un éco-organisme la reprise des déchets d'emballages ne porte pas atteinte aux règles de concurrence (30 déc. 2021, *FEDEREC et SNEFID*)

216

Médicaments – Vente en ligne – Référencement – Moteurs de recherche et comparateurs de prix

Le Conseil d'État annule le refus du ministre d'abroger l'interdiction de la recherche de référencement dans des moteurs de recherche ou des comparateurs de prix contre rémunération pour la vente de médicaments en ligne (17 mars 2021, *M. B... A...*)

218

Dispositifs "Duflot" et "Pinel" – Frais et commissions – Plafonnements

Le Conseil d'État rejette le recours contre le système de plafonnement des frais et commissions facturés par les professionnels de l'intermédiation commerciale intervenant lors de la vente d'un bien sous dispositifs "Duflot" et "Pinel" (2 mars 2022, *fédération nationale de l'immobilier*)

220

Responsabilité élargie du producteur – Éco-organisme – Marchés – Allotissement

L'Autorité de la concurrence émet un avis défavorable sur un projet d'arrêté organisant l'allotissement des marchés passés par les éco-organismes de la filière REP des huiles usagées (11 oct. 2021, *avis n° 21-A-13*)

11 Droits européens et étrangers

222

Espagne – Appels d'offres – Entreprise commune – Collusion

L'Audiencia Nacional estime que l'Autorité espagnole de la concurrence n'a pas suffisamment expliqué pourquoi la participation aux appels d'offres de matériel ferroviaire par le biais d'une entreprise commune (joint venture) n'était pas nécessaire et constituait donc une forme de collusion (27 déc. 2021, 26, 27 et 28 janv. 2022, 1^{er} févr. 2022, *Amurrio Ferrocarril y Equipos, S.A., Jez Sistemas Ferroviarios S.L., Talleres Alegría, S.A. and Duro Felguera Rail, S.A.U.*)

223

Espagne – Services postaux – Entreprise publique – Rabais fidélisant

L'Autorité espagnole de la concurrence impose une amende à l'opérateur postal public pour avoir abusé de sa position dominante sur le marché des services postaux traditionnels en appliquant des rabais d'exclusion pour les gros clients (18 févr. 2022, *CORREOS 3*)

224

Espagne – Échange d'informations – Prix d'achat futurs – Responsabilité conjointe et solidaire

L'Autorité espagnole de la concurrence impose des amendes à trois entreprises sidérurgiques pour avoir participé à deux échanges d'informations sur le marché de l'achat de ferraille (4 mars 2022, *CHATARRA Y ACERO*)

225

Italie – Private Enforcement – Nullité – Entente

La Cour de cassation Italienne et le Tribunal de Milan offrent de nouveaux éclairages sur l'application du droit des pratiques anticoncurrentielles aux contrats de cautionnement bancaire conclus en aval d'ententes anticoncurrentielles (30 déc. 2021, *Italfondinario c/ Bosco Giacinto*)

229

Italie – Private Enforcement – Abus de position dominante – Contrat de distribution

Le Tribunal de Venise sanctionne un big pharma pour abus de position dominante, actes de concurrence déloyale et manquements aux obligations contractuelles au détriment d'un partenaire commercial (4 févr. 2021, *SFM c/ GSK*)

International

236 Lithuania: The no-poaching law meets Article 101. Where is the line?

Henrikas Stelmokaitis

+ Morocco: New guidance for the implementation of competition law compliance programs

Emilie Buhé, Michel Ponsard

Pratiques

246 Mitigating antitrust risks in M&A deals

Elise Durand, Patrick Hubert

+ Dérogation à l'effet suspensif du contrôle des concentrations: Faut-il harmoniser les pratiques décisionnelles européenne et françaises?

Romain Ferla

Seminars

Nomenclature des préjudices causés par les pratiques anticoncurrentielles

Webinaire, 26 janvier 2022 254

VBER: New rules, new challenges

Webinar, 15 March 2022 258

Digital antitrust: How to regulate?

Hybrid, 17 March 2022 262

Livres

Catherine Prieto e.a. 280

Revues

Alain Ronzano e.a. 286